

COMMUNAUTE URBAINE. Vendredi, Alain Rousset quitte la CUB. Son mandat aura été marqué par quelques hommes. Parmi lesquels Jean-Louis Joecklé

L'homme qui compte

Jean-Bernard Gilles

Le service de l'inspection générale n'existait pas en 2004 à la Communauté urbaine de Bordeaux. Il coûte quelque 750 000 euros par an à la collectivité mais lui a déjà rapporté plusieurs dizaines de millions d'euros. Jean-Louis Joecklé, l'inspecteur général des services de la Communauté urbaine, aura incontestablement marqué les 30 mois de présidence d'Alain Rousset. Retour en arrière. Quelques semaines après avoir succédé à Alain Juppé, le nouveau président de la Communauté urbaine fait un double constat. D'une part les gros efforts d'investissement en cours sur l'agglomération (tramway, assainissement, ZAC...) et l'accord de gestion le privent de vraies nouvelles marges de manœuvre budgétaires. Il est surpris d'autre part de voir les entreprises avec laquelle la CUB est en contrat, pour l'eau, l'assainissement, les parkings se sentir un peu trop chez elles sur ce coin de dalle de Mériadeck. Son instinct lui dicte alors de jouer la carte de l'audit.

A la flamboyance du projet urbain bordelais porté par son prédécesseur dont il reconnaît d'ailleurs l'ampleur, et dont il connaît le coût, Alain Rousset cherchera à opposer rigueur et transparence dans la gestion des deniers publics. Et, comme souvent, lorsqu'il choisit un nouveau collaborateur, il fait bonne pioche.

L'Alsacien. Jean-Louis Joecklé est né à Saverne en Alsace. Il a aujourd'hui 50 ans. La famille de son père est originaire du Bade-Wurtemberg, celle de sa mère du Tarn et Garonne. A 20 ans, il quitte brutalement la prépa littéraire où il s'ennuyait quelque peu pour la vie active. Il doit aider sa famille, Jean-Louis Joecklé est un bosseur. Il commence comme standardiste à la sous-préfecture de Saverne, devient commis, secrétaire administratif, puis attaché au conseil général du Bas-Rhin où il cotoye Daniel Hoeffel, figure centriste historique en Alsace. Après trois tentatives, et sur les conseils de Bernard Landrieu, alors directeur de cabinet, il entre à l'Ena. Il en sort en 30^{ème} position. La vie parisienne ne le tente pas. Il choisit le tribunal administratif de Bordeaux. S'installe à Pessac



C'est au tribunal administratif de Bordeaux qu'Alain Rousset repéra ce bon vivant, passionné d'histoire et dopé à l'intérêt général. PHOTO LAURENT THELLET

Ses principales négociations

Le dossier qui a rendu célèbre Jean-Louis Joecklé reste celui de la négociation de l'avenant N° 7 du contrat de l'eau avec la Lyonnaise des Eaux avec qui la CUB est liée jusqu'en 2021. Celui-ci a été revisité de fond en comble par l'inspection générale des services. La négociation s'est terminée avec le PDG de la Lyonnaise des Eaux France. Il a notamment permis une baisse du prix de l'eau sur les 50 premiers mètres cube consommés et plus de 156 millions d'euros d'investissement supplé-

mentaire dans la modernisation du réseau. Mais l'inspection enquête aussi sur la régie des restaurants de la CUB, le Comité des œuvres sociales et s'apprête à le faire sur les parkings, avec la régie Parcub et le délégataire privé BP3000. On se souvient que l'IGS avait aussi débusqué des approximations financières dans le fonctionnement de l'Agence d'urbanisme de Bordeaux, aujourd'hui apurées. Les prochaines négociations sont celles de l'assainissement avec la Lyonnaise en tant que fer-

mier cette fois-ci et celle avec la société Astria (filiale de Suez) qui trie et incinère les déchets la CUB. La première réserverait encore des surprises, la seconde s'annonce rude car le contentieux sur le prix de la tonne traitée est sérieux. Un nouvel avenant avec Veolia Transport (ex-Connex) n'est pas exclu alors que le contrat touche à sa fin. « Nous voulons aller plus loin aussi dans le contrôle interne », assure Jean-Louis Joecklé.

J-B G

dès 1993, fait sa mobilité statutaire en Creuse en tant que secrétaire général de préfecture, mais c'est au tribunal administratif de Bordeaux où il devenu premier conseiller, qu'Alain Rousset repère ce bon vivant, passionné d'histoire et dopé à l'intérêt général.

Indépendance. « Je ne connaissais pas Alain Rousset personnellement mais j'ai accepté sa proposition à deux conditions, une totale liberté de parole et le respect de mon indépendance ». C'est au président seul - il l'appelle le patron - que le nouvel inspecteur général des services rend des comptes. Ils sont souvent deux dans les négociations finales avec les PDG.

Rapidement il constitue son équipe de dix-huit personnes, constituée par partie des salariés de la CUB chargés du contrôle de gestion externe et de peintures venus du privé, des principaux cabinets de fiscaliste ou de commissariats aux comptes. « Nous devons avoir les meilleurs pour nous confronter aux très grosses sociétés avec lesquelles la CUB est en contrat » explique l'inspecteur général des services. La suite est connue (lire par ailleurs).

Economie. Les équipes de l'inspection regardent tout et ne lâchent rien. Courtoisie et fermeté sont les mots d'ordre. Ils se jouent de toutes les subtilités comptables. Les rapports annuels des dé-

légitaires et des régies passent désormais au crible de la commission d'audit et de contrôle. C'est nouveau. Mais sur le passé, Jean-Louis Joecklé reste très zen : « Pendant trop longtemps, les collectivités locales en France n'ont pas eu les moyens humains de contrôler les délégataires ». Le voulaient-elles ?

Aujourd'hui à la CUB c'est chose faite. Un processus à priori irréversible. Le monsieur propre d'Alain Rousset reste un homme très modeste. Il sait qu'il gagnerait beaucoup mieux sa vie dans un cabinet d'audit. Il ne sait pas quel sera son avenir au sein de la CUB. Dans tous les cas, il ne négociera pas sa liberté de manœuvre. Elle est à prendre ou à laisser.

Le club des Cinq



Pierre Langrand
L'homme clé

57 ans. Le directeur général des services (DGS) est le maillon central du dispositif Rousset à la CUB. Il a l'œil sur tout. Cet ingénieur des travaux publics de l'Etat passé par la DDE de la Gironde et au conseil général a repris avec autorité les rênes de l'appareil communautaire en décembre 2004. Il fut le DGS d'Alain Rousset à la ville de Pessac. Titulaire d'un master of « Urban Planning », il n'a pas que des amis à la ville de Bordeaux, dont il sait contrer les projets et où certains le surnomment M. le Président.



Isabelle Boudineau
La fidèle

41 ans. A la Communauté urbaine, elle suit Alain Rousset depuis 1999. Attachée au groupe PS quand il le conduisait, cette diplômée en urbanisme est devenue logiquement sa directrice de cabinet. Très politique, elle a su se mettre à l'écoute des acteurs de l'agglomération. Elle peut avoir des saines colères. Et protège toujours son président.



Henri Houdebert
Le grand argentier

69 ans. Quand le vice-président aux finances de la CUB dit que tel ou tel projet « n'est pas financièrement envisageable », le président le suit sans hésiter. Alain Rousset a une confiance absolue dans cet élu de la rive droite qui tient aussi les finances à la région depuis 1998.



Vincent Feltesse
Le fils spirituel

40 ans. Déjà conseiller d'Alain Rousset au conseil général de la Gironde, il a dirigé son cabinet à la région. Cet intellectuel - il a un DEA d'Histoire - est né pour la politique. Il a créé la surprise à Blanquefort lors des dernières municipales. Et s'apprête à assurer l'interim d'Alain Rousset à la présidence de la CUB. Jusqu'à quand ?



Patrick Guillemoteau
L'ami pessacais

49 ans. Il ne fait guère parler de lui mais joue un rôle clef depuis 1995. Devenu depuis conseiller municipal de Pessac, il plaide pour les dossiers de la ville en séance, en commission, demain en bureau. Cet avocat bordelais est parfois le missi dominici d'Alain Rousset dont il est très proche. Il représente la CUB en Commission départementale d'équipement commercial (06 85 72 40 85).

DCG

Diplôme de Comptabilité et de Gestion
Niveau Licence

ANNÉE 3
ANNÉE 2
ANNÉE 1

▲
BAC

Etablissement Technique Supérieur Privé

école de commerce

ESARC

Ce diplôme d'État remplace le DPECF et le DECF, conformément au décret N°2006-1706 du 22 décembre 2006.

05 56 12 81 82 www.campus-de-bissy.com

SUD-OUEST MOTO

- Yamaha
- Suzuki
- Kawasaki
- Aprilia
- MZ
- Quad
- Piaggio

SUZUKI

Concessionnaire depuis 1966

GSR 600
6 499 €

Le plus grand choix de motos neuves et d'occasion de la région

Tous les accessoires

PROMO 400 DRZ SM 07	5 499 €
650 Bandit N 07	5 699 €
650 SVN 07	5 699 €
600 GSXR 07	9 499 €
1000 Trail DL 07	8 999 €

LIBOURNE 05 57 552 889